L'Argentine : manifestations et répression

De violents affrontements entre des forces de sécurité et des milliers de manifestants sont à l'ordre du jour en Argentine où le climat de confrontation entre le gouvernement et la population, qui voit disparaître jour après jour ses droits et la qualité de la vie, est de plus en plus tendu et compliqué.

Se livrant à un acte de violence peu commun, le corps de sécurité du Congrès de la République a essayé d'empêcher l'accès au siège de cet organe de centaines de retraités qui entendaient participer au débat d'une réforme qui réduira substantiellement leurs revenus, les allocations universelles pour le nombre d'enfants et les pensions pour les handicapés et pour les vétérans de la Guerre des Malouines de 1982.

La grave crise sociale que traverse l'Argentine depuis le début du mandat du président Mauricio Macri se manifeste dans une augmentation draconienne de la pauvreté et de la pauvreté extrême, des indices qui avaient baissé sous les gouvernements de Nestor Kirchner et de Cristina Fernández.

Selon les résultats de plusieurs sondages, il y a en ce moment dans ce pays 13 500 000 personnes qui n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins essentiels d'alimentation, d'habillement, de logement et de santé et 2 300 000 d'entre elles vivent dans une indigence totale.

Si le projet de loi impulsé par Mauricio Macri est adopté sous prétexte de réduire les dépenses sociales et d'améliorer l'économie de l'état, la situation deviendra beaucoup plus grave encore et elle frappera de

plein fouet surtout un secteur très vulnérable : celui des personnes âgées qui vivent d'une pension.

Le dirigeant syndical Sergio Palazzo a critiqué les politiques de l'actuel gouvernement et il a indiqué qu'en Argentine l'on vole aux plus pauvres pour que les riches aient plus d'argent. Il a assuré que si cette réforme est adoptée, l'impact serait néfaste pour la population.

Buenos Aires, la capitale, a aussi été ébranlée par la répression policière contre une marche pacifique qui parcourrait une des principales artères de cette ville pour protester contre le Sommet de l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce qui a tenu sa réunion biennale en Argentine.

Des témoins oculaires ont fait état d'un déploiement, sans précédents depuis l'époque des dictatures militaires, de camionnettes de la police, de motos et de lances à incendie qui ont été utilisées pour disperser les manifestants.

L'action policière a empêché les manifestants d'arriver à l'endroit où, la veille, s'étaient réunis les représentants des 163 pays qui forment l'OMC.

Un autre facteur en Argentine est lié à la disparition du sous-marin San Juan avec un équipage de 44 personnes. Cela fera un mois demain de la dernière prise de contact avec leur base et l'on ignore encore les causes de la tragédie.

Les proches des victimes exigent de la Marine de Guerre et du gouvernement de Macri qu'ils poursuivent l'enquête jusqu'à l'obtention d'une explication des causes du drame et aboutissant au repêchage des corps.

L'on attend donc une fin d'année tendue dans un pays où sont appliquées de nouveau les recettes néolibérales qui ont provoqué déjà une grande révolte sociale qui a abouti à la chute du président Fernando de la Rua, justement en décembre 2001, une leçon non-apprise par la droite.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/150317-largentine-manifestations-et-repression

Radio Habana Cuba